



EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 18 août 1951 l'exposé succinct que voici :

1. Question iranienne (voir S/1456).
2. Accords spéciaux prévus à l'article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1456).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1456).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1456).
5. Règlementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/1456).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/1456).
7. Question égyptienne (voir S/1456).
8. Question indonésienne (voir S/1456).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1456).
10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique placées sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
11. Demandes d'admission (voir S/1456).
12. Question palestinienne (voir S/1456, S/1864, S/1878, S/1904, S/1912, S/2104, S/2114, S/2150, S/2164, S/2268 et S/2280).

Au cours des 552<sup>e</sup> et 553<sup>e</sup> séances qui se sont tenues le 16 août 1951, les débats se sont poursuivis sur la question soulevée dans la lettre du représentant d'Israël, en date du 11 juillet, relative aux "Restrictions imposées par l'Egypte au passage des navires par le canal de Suez" (S/2241). Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni ont présenté un projet commun de résolution (S/2298 et S/2298/Rev.I), aux termes de laquelle le Conseil

51-47939

constate, notamment, que les entraves au passage par le canal de Suez des marchandises destinées à Israël sont incompatibles avec les objectifs visés, à savoir un règlement pacifique entre les Parties et l'établissement d'une paix durable en Palestine; que ces pratiques constituent un abus de l'exercice du droit de visite, de fouille et de saisie, et que dans les circonstances présentes, il est impossible de les justifier en alléguant que des raisons de légitime défense les rendent indispensables. Le projet de résolution invite l'Egypte à lever les restrictions mises au passage des navires marchands et aux marchandises de tous pays par le canal de Suez, quelle que soit leur destination, et à ne plus mettre d'entraves à ce passage si ce n'est dans la mesure indispensable pour assurer la sécurité de la navigation dans le canal même et faire observer les conventions internationales en vigueur.

13. Question Inde-Pakistan (voir S/1456, S/1463, S/1465, S/1468, S/1472, S/1479, S/2025, S/2029, S/2037, S/2058, S/2070, S/2079 et S/2132).
14. Question turco-Yougoslave (voir S/1456).
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/1456).
16. Question du Haïdrabad (voir S/1456).
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/1456).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (Taïwan) (voir S/1774, S/1785, S/1831, S/1912 et S/1928).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (voir S/1774, S/1785, S/1803 et S/1811).

